

Déclaration de la FSU 91 CDEN du 13 février 2018

Nous allons nous prononcer sur la première carte scolaire à la mode Blanquer-Macron. Il convient de l'analyser à l'aune de la communication ministérielle et de l'affichage de façade.

Dans le premier degré, elle a pour effet de supprimer les postes de Maîtres-Sup, fonction pourtant devenue indispensable pour les équipes et très appréciée. Certes, le maintien de ces derniers dans les écoles AEP de notre département est un point positif. Cependant, 101 supports vont être supprimés plutôt que de les conserver pour intervenir en grande section et en cycle 3 où les besoins sont importants aussi et créer de nouveaux postes dédiés aux dédoublements.

161 postes sont dédiés aux dédoublements des classes de CP Rep/Rep+ et CE1 Rep+. Dont acte. Toutefois, les conditions dans lesquelles ils vont s'opérer nous interrogent. Ce n'est pas la même chose que d'enseigner seul-e avec 12 élèves dans un local dédié ou d'enseigner à deux dans une classe de 24. La FSU 91 restera vigilante sur les modalités de mise en place et leur impact sur les conditions de travail des élèves et des enseignant-es.

Le handicap est aussi une priorité affichée du gouvernement. Pourtant la réalité est tout autre.

Il y a eu, nationalement, 25 000 suppressions de CUI dans l'Éducation Nationale en 2017. Ces contrats aidés étaient, essentiellement, destinés à l'accompagnement et l'inclusion des élèves handicapés. Les CUI aide-administrative ou autres missions n'existent simplement plus.

Ce sont encore 19500 contrats qui vont disparaître en 2018. Il y aura des transformations de certains de ces CUI en contrats AESH de droit public mais elles ne compenseront jamais les pertes annoncées. A la mi-février, l'Éducation Nationale ne connaît toujours pas l'enveloppe dont elle dispose pour embaucher. Concrètement, dans de nombreuses écoles du département, des élèves suivis par un-e AVS, vont au mieux continuer à bénéficier d'un accompagnement toutefois interrompu jusqu'à signature du nouveau contrat voire ne plus rien avoir lorsque la nouvelle saignée sera effective.

La FSU 91 a toujours été favorable à l'inclusion, mais pas n'importe comment et, surtout, avec les moyens adéquats. Le manque d'accompagnement, notamment pour les enfants avec troubles envahissants du comportement, génère non seulement de la souffrance pour l'enfant lui-même mais aussi pour le groupe classe et les enseignant-es. Ce genre de situation se multiplie partout et met les écoles en très grande difficulté. Sans la volonté claire de la création d'un corps de personnels sous statut de la Fonction Publique, correctement formés et rétribués, en nombre suffisant pour faire face aux besoins, toute autre annonce n'est que poudre aux yeux.

De manière générale, les orientations ministérielles ne donnent pas les moyens à hauteur de la priorité au primaire proclamée. L'École reste notoirement sous-investie avec des effectifs de classe bien supérieurs aux autres pays de l'ODCE.